



PROCES-VERBAL CONSEIL MUNICIPAL DU 19 NOVEMBRE 2024

L'an deux-mille-vingt-quatre le dix-neuf novembre à 18 heures 30, le Conseil Municipal de Montpon-Ménestérol dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire à la Mairie sous la présidence de Madame Rozenn ROUILLER, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 12 novembre 2024

Conseillers en exercice : 29/ Conseillers présents : 24/ Conseillers votants : 29 (5 pouvoirs)/

ETAIENT PRESENTS : Mme Rozenn ROUILLER, Maire, MM. Gérard HAERRIG, Jean-Paul LOTTERIE, Mme Geneviève AUXERRE, MM. Jean-Pierre DEYSSARD, Anthony WILLIAMS, Mme Monique VERT, Adjoints, MM. Georges HERLEMONT, Alain MICOINE, Laurent MARZAT, Jean-Paul BOURDIE, Mme Nathalie JAVERZAC-MARIGHETTO, MM. Vincent LECONTE, Jean-Jacques MOZE, Mme Lydie TRIMOULET, M. Laurent SCHOTT, Mmes Laurence LAGOUBIE, Céline BERNARD, M. Fabrice GUIGNE, Mme Sandra LE BOLLOCH, M. Jean-Luc ROUSSEAU, Mme Josiane DUHARD, M. Thierry CHAZEAU, Mme Isabelle COLEY.

VOTES PAR PROCURATION : Mme Séverine GOULARD MASSE à Mme Monique VERT, Mme Josette CABROL à Mme Geneviève AUXERRE, Mme Fatima BOUTERFAS à Mme Rozenn ROUILLER, Mme Séverine MAILLARD à M. Anthony WILLIAMS, M. Bastien LEDOUX à Mme Céline BERNARD.

ETAIENT EXCUSES/ABSENTS : Mmes Séverine GOULARD MASSE, Josette CABROL, Fatima BOUTERFAS, Séverine MAILLARD, M. Bastien LEDOUX.

SECRETAIRE DE SEANCE : Mme Geneviève AUXERRE.

ORDRE DU JOUR

- Installation de nouveaux conseillers municipaux à la suite de deux démissions
- Lancement d'un appel à projet pour un service restauration estivale sur la Base de Loisirs de Chandos
- Ouverture de crédits 2025 – Budget principal
- Ouverture de crédits 2025 – Budget Assainissement
- Convention de location d'une partie des parcelles communales cadastrées BL n°65 et 24 – Rue Ambroise Croizat
- Renouvellement de l'aide à l'acquisition de vélos à assistance électrique pour l'année 2025
- Subvention exceptionnelle – Les Com Art du Territoire
- Acquisition d'un terrain – Parcelle cadastrée section AT n° 0072
- Actualisation du règlement d'utilisation des panneaux lumineux

Le quorum étant atteint, Madame la Maire ouvre la séance.

● Approbation du compte-rendu du Conseil Municipal du 23 octobre 2024

Madame la Maire soumet à l'approbation de l'assemblée le compte-rendu du précédent Conseil Municipal.

Pas d'observations, le compte-rendu est adopté.

● Relevés des décisions prises dans le cadre des délégations du Conseil Municipal à Madame la Maire

Décision n°13/2024 – Virement de crédits – Budget annexe Cinéma le Lascaux

Principales caractéristiques :

- Virement du compte 637 « Autres impôts, taxe et versements assimilés » vers le compte 65818 « Charges diverses de gestion courante - Autres » d'un montant de 295.00 €.
- Objet : Modification imputation budgétaire à la demande de la trésorerie.

Décision n°14/2024 – Virement de crédits – Budget annexe Spectacles Locations et Manifestations Diverses

Principales caractéristiques :

- Virement du compte 637 « Autres impôts, taxe et versements assimilés » vers le compte 65818 « Charges diverses de gestion courante - Autres » d'un montant de 3 900.00 €.
- Objet : Modification imputation budgétaire à la demande de la trésorerie.

130- Installation de nouveaux conseillers municipaux à la suite de deux démissions Rapporteur : Rozenn ROUILLER

En date du 07 novembre 2024, Monsieur Philippe VERDUN a informé Madame la Maire de sa volonté de démissionner de ses fonctions de conseiller municipal.

En date du 06 novembre 2024, Monsieur Franck SALAT a informé Madame la Maire de sa volonté de démissionner de ses fonctions de conseiller municipal.

Conformément à l'article L.2121-4 du code général des collectivités territoriales, ces démissions sont définitives et Monsieur le Préfet de la Dordogne en a été informé.

Conformément à l'article L.270 du Code électoral, Monsieur Laurent SCHOTT suivant immédiat sur la liste « En Action Ensemble » dont faisait partie Monsieur Philippe VERDUN lors des dernières élections municipales, est installé en qualité de conseiller municipal.

Conformément à l'article L.270 du Code électoral, Madame Sandra LE BOLLOCH, suivante immédiate sur la liste « Solidarité Citoyenne » dont faisait partie Monsieur Franck SALAT lors des dernières élections municipales, est installée en qualité de conseillère municipale.

Le tableau du Conseil Municipal sera mis à jour et Monsieur le Préfet sera informé de cette modification.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, prend acte de l'installation de Monsieur Laurent SCHOTT et de Madame Sandra LE BOLLOCH en qualité de conseillers municipaux.

Observations :

M. Chazeau : Je souhaite la bienvenue à nos nouveaux conseillers.

M. Haerrig : Je m'étonne de n'avoir reçu par e-mail que le courrier de démission de M. Salat. Nous n'avons pas eu les autres et en tant que conseiller nous aurions aimé les voir.

Mme Rouiller : M. Salat a souhaité cette transmission mais je n'ai pas eu d'indications de la part des autres.

Modification de l'ordre du jour :

131- Subvention exceptionnelle – Les Com Art du Territoire

Rapporteur : Vincent LECONTE

Dans le cadre du budget 2025, il est proposé d'accorder une subvention exceptionnelle de 500 € à l'Association « Les Com Art du Territoire » afin de les aider à financer l'animation d'un magicien dans le cadre d'une opération conjointe entre la mairie et l'association.

La somme de 500 € est à déduire de l'article 65748, ligne « divers », inscrit au budget 2025.

Observations :

Mme Duhard : Où aura lieu ce marché ?

Mme Lagoubie : Cette année, il va y avoir 3 marchés de Noël, peut-être qu'il y aurait pu avoir une certaine cohésion, je ne suis pas sûre que la multiplication de ce style de marché soit souhaitable.

M. Leconte : C'est une volonté des commerçants et cela permet d'animer plusieurs semaines.

M. Moze : Il y a eu un scandale quand les 3M l'an dernier ont fait leur marché sur Gambetta et cette année cela ne pose pas de problèmes ?

Mme Duhard : Les commerçants n'étaient effectivement pas contents l'an dernier !

Mme Rouiller : La mairie n'est pas organisatrice.

M. Leconte : C'est organisé par les commerçants, ils ont bien dû se consulter. C'est à l'initiative des 2 associations.

Mme Bernard : Il y a 2 associations de commerçants ?

M. Leconte : Oui, Art.COM et Com Art, c'est leur initiative nous n'avons pas à imposer la gestion, c'est eux qui décident.

Mme Bernard : Les Com Art, ce sont eux qui râlaient l'année dernière ?

M. Leconte : Je ne sais pas.

Mme Rouiller : Les commerçants géreront l'organisation entre eux.

M. Leconte : L'idée est d'aider sur une animation pour que cela amène du monde.

Mme Bernard : Je regrette ce manque de cohésion et de concertation des associations, c'est dommage.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par :

28 voix pour : Mme Rozenn ROUILLER, M. Gérard HAERRIG, Mme Séverine GOULARD MASSE (procuration à Mme Monique VERT), M. Jean-Paul LOTTERIE, Mme Geneviève AUXERRE, M. Jean-Pierre DEYSSARD, Mme Josette CABROL (procuration à Mme Geneviève AUXERRE), M. Anthony WILLIAMS, Mme Monique VERT, MM. Georges HERLEMONT, Alain MICOINE, Mme Fatima BOUTERFAS (procuration à Mme Rozenn ROUILLER), MM. Laurent MARZAT, Jean-Paul BOURDIE, Mmes Nathalie JAZERZAC MARIGHETTO, Séverine MAILLARD (procuration à M. Anthony WILLIAMS), M. Vincent LECONTE, Mme Lydie TRIMOULET, M. Laurent SCHOTT, Mme Laurence LAGOUBIE, M. Bastien LEDOUX (procuration à Mme Céline BERNARD), Mme Céline BERNARD, M. Fabrice GUIGNE, Mme Sandra LE BOLLOCH, M. Jean-Luc ROUSSEAU, Mme Josiane DUHARD, M. Thierry CHAZEAU, Mme Isabelle COLEY ;

1 abstention : M. Jean-Jacques MOZE ;

- Autorise Madame la Maire à verser la subvention exceptionnelle proposée dans les conditions ci-dessus ;
- Autorise Madame la Maire ou son représentant délégué à effectuer toute démarche et à signer tout document dans le cadre de cette question.

M. Vincent LECONTE quitte la séance et donne pouvoir à M. Jean-Paul LOTTERIE.

132- Ouverture de crédits 2025 – Budget principal

Rapporteur : Rozenn ROUILLER

Afin de pouvoir engager des crédits d'investissement avant le vote des budgets 2025, il est proposé, conformément à l'article L1612-1 du CGCT, les ouvertures de crédits dans la limite d'un quart des crédits ouverts aux budgets 2024 (hors remboursement du capital de la dette et hors Restes à Réaliser), soit pour les sommes suivantes, décisions modificatives comprises :

L'enveloppe maximale des crédits est de 638 817,60 € (0,25 x 2 555 270,40).

CHAPITRES/OPERATIONS	BUDGET PRINCIPAL	
	Crédits ouverts au BP 2024	Ouvertures de crédits 2025
20 - Immobilisations incorporelles	31 860,00	2 000,00
21 - Immobilisations corporelles	372 300,00	75 000,00
21312 – Bâtiments scolaires	80 000,00	20 000,00
21318 – Autres bâtiments publics	64 000,00	16 000,00
2135 – Installations générales, Agencements	30 000,00	7 500,00
2151 – Réseaux de voirie	27 000,00	6 750,00
2152 – Installation de voirie	35 000,00	8 750,00
21538 – Autres réseaux	20 000,00	5 000,00
2158 – Autres installations, matériel et outillage techniques	52 800,00	5 000,00
2183 – Matériel informatique	15 000,00	1 000,00
2188 - Autres immobilisations corporelles	48 500,00	5 000,00
OP 50 – VIDEOPROTECTION	60 000,00	10 000,00
OP 63 – ATELIERS MUNICIPAUX	605 000,00	151 250,00
TOTAL DES OUVERTURES DE CREDITS AUTORISEES		238 250,00

Cette décision permettrait d'engager des travaux avant que les budgets ne soient votés et rendus exécutoires.

Il est à préciser que ces ouvertures de crédits seront reprises au budget 2025.

Arrivée de Mme Séverine GOULARD MASSE.**Observations :**

M. Chazeau : Avec le détail apporté, à quoi serviront ces sommes ?

Mme Rouiller : Non elles ne sont pas prévues, ce sont des réserves pour permettre de fonctionner jusqu'au vote du budget.

M. Lotterie : C'est usuel et cela permet de payer une intervention en cas d'urgence.

Mme Lagoubie : Le budget c'est technique par définition, ici on anticipe 2025. Vous demandez une avance pour dépenser en 2025.

M. Lotterie : Cela fait 15 ans que vous êtes élue et on prend cette délibération tous les ans.

Mme Rouiller : C'est uniquement une urgence.

M. Rousseau : Donc à l'opération 63 « Ateliers municipaux » ils peuvent être affecter ailleurs ?

Mme Rouiller : Oui et en ce cas il y aura une information au Conseil Municipal. Il peut toujours y avoir une modification.

M. Chazeau : Merci M. Lotterie pour ces explications. Quel est la base de vos choix ? 25% dans chaque ou aléatoire ?

Mme Rouiller : 25% c'est le maximum possible, Budget Primitif et décisions modificatives sans les RAR. On aurait pu les mettre partout mais ce n'est pas le cas. L'objectif est de ne pas affecter les décisions budgétaires qui seront prises par la suite.

M. Haerrig : Est-ce qu'on peut transposer cela à un fonds de caisse ?

M. Lotterie : Ce n'est pas complètement la même chose.

Mme Duhard : C'est regrettable qu'il y ait autant de comptes « autres » ? autres réseaux, autres immobilisations...

Mme Rouiller : Ce sont les intitulés de la nomenclature comptable, on ne peut pas décider de les modifier. C'est l'instruction comptable qui est comme ça.

M. Chazeau : Je rebondis sur les autres, je suis d'accord qu'on garde le nom des comptes, mais derrière ce titre on a une vision de ce qu'il y a dedans.

Mme Rouiller : Les choix ne sont pas arbitraires. Ce qui est certain c'est que quand on a une dépense d'investissement ou de fonctionnement, soit les agents imputent directement quand ils savent mais s'ils ont un doute, ils interrogent la DGFIP qui donne l'imputation. Les « autres » sont codifiés. Il s'agit de financer l'imprévu qui peut arriver jusqu'au vote du budget.

M. Rousseau : Donc c'est la continuité de 2024 ?

Mme Rouiller : Non en 2024, le compte administratif sera arrêté au 31 décembre.

M. Rousseau : S'il s'agit de la continuité 2024, et que 2025 est non amorcé, si je vote contre le budget, je vote contre cette ouverture.

Mme Rouiller : Il faut comprendre la signification de ces ouvertures de crédit.

Mme Bernard : S'ils sont non consommés, ils seront reportés en 2025 ?

Mme Rouiller : Non c'est le début du budget 2025, c'est la première phase.

Mme Bernard : C'est une prévision, elle repart sur le budget primitif ?

Mme Rouiller : Oui elle est dedans.

Mme Bernard : Ce qui est compliqué, c'est qu'il y ait autant de chapitre. Il faut l'expliquer tous les ans, car je ne comprends pas. On comprend que les ouvertures de crédit vont engager de nouveaux travaux alors que ce n'est pas le cas.

M. Marzat : Il faut préparer le budget 2025, c'est une provision. Par exemple si un bâtiment est frappé par une catastrophe de grêle, il faut bien les réparer dans l'attente du budget. Je crois que cela s'arrête là.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par :

20 voix pour : Mme Rozenn ROUILLER, M. Gérard HAERRIG, Mme Séverine GOULARD MASSE, M. Jean-Paul LOTTERIE, Mme Geneviève AUXERRE, M. Jean-Pierre DEYSSARD, Mme Josette CABROL (procuration à Mme Geneviève AUXERRE), M. Anthony WILLIAMS, Mme Monique VERT, MM. Georges HERLEMONT, Alain MICOINE, Mme Fatima BOUTERFAS (procuration à Mme Rozenn ROUILLER), MM. Laurent MARZAT, Jean-Paul BOURDIE, Mmes Nathalie JAVERZAC-MARIGHETTO, Séverine MAILLARD (procuration à M. Anthony WILLIAMS), M. Vincent LECONTE (procuration à M. Jean-Paul LOTTERIE), M. Jean-Jacques MOZE, Mme Lydie TRIMOULET, M. Laurent SCHOTT ;

9 contre : Mme Laurence LAGOUBIE, M. Bastien LEDOUX (procuration à Mme Céline BERNARD), Mme Céline BERNARD, M. Fabrice GUIGNE, Mme Sandra LE BOLLOCH, M. Jean-Luc ROUSSEAU, Mme Josiane DUHARD, M. Thierry CHAZEAU, Mme Isabelle COLEY ;

Valide l'ouverture de crédits 2025 telle que ci-dessus détaillée pour le Budget Principal.

133- Ouverture de crédits 2025 – Budget Assainissement **Rapporteur : Rozenn ROUILLER**

Afin de pouvoir engager des crédits d'investissement avant le vote des budgets 2025, il est proposé, conformément à l'article L1612-1 du CGCT, les ouvertures de crédits dans la limite d'un quart des crédits ouverts aux budgets 2024 (hors remboursement du capital de la dette et hors Restes à Réaliser), soit pour les sommes suivantes, décisions modificatives comprises :
L'enveloppe maximale des crédits est de 22 453,83 € ($0,25 \times 89\,815,30$)

CHAPITRES/OPERATIONS	BUDGET ASSAINISSEMENT	
	Crédits ouverts au BP 2024	Ouvertures de crédits 2025
2156 – Matériel spécifique d'exploitation	89 815,30	10 000,00
TOTAL DES OUVERTURES DE CREDITS AUTORISEES		10 000,00

Cette décision permettrait d'engager des travaux avant que les budgets ne soient votés et rendus exécutoires.

Il est à préciser que ces ouvertures de crédits seront reprises au budget 2025.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par :

20 voix pour : Mme Rozenn ROUILLER, M. Gérard HAERRIG, Mme Séverine GOULARD MASSE, M. Jean-Paul LOTTERIE, Mme Geneviève AUXERRE, M. Jean-Pierre DEYSSARD, Mme Josette CABROL (procuration à Mme Geneviève AUXERRE), M. Anthony WILLIAMS, Mme Monique VERT, MM. Georges HERLEMONT, Alain MICOINE,

Mme Fatima BOUTERFAS (procuration à Mme Rozenn ROUILLER), MM. Laurent MARZAT, Jean-Paul BOURDIE, Mmes Nathalie JAVERZAC-MARIGHETTO, Séverine MAILLARD (procuration à M. Anthony WILLIAMS), M. Vincent LECONTE (procuration à M. Jean-Paul LOTTERIE), M. Jean-Jacques MOZE, Mme Lydie TRIMOULET, M. Laurent SCHOTT ;

9 contre : Mme Laurence LAGOUBIE, M. Bastien LEDOUX (procuration à Mme Céline BERNARD), Mme Céline BERNARD, M. Fabrice GUIGNE, Mme Sandra LE BOLLOCH, M. Jean-Luc ROUSSEAU, Mme Josiane DUHARD, M. Thierry CHAZEAU, Mme Isabelle COLEY ;

Valide l'ouverture de crédits 2025 telle que ci-dessus détaillée pour le Budget Assainissement.

134- Lancement d'un appel à projet pour un service restauration estivale sur la Base de Loisirs de Chandos

Rapporteur : Séverine GOULARD MASSE

La ville souhaite développer pour la période estivale, une offre de restauration rapide qualitative, locale et originale, pour permettre d'attirer le public sur la base de loisirs de Chandos et de favoriser les échanges et la convivialité.

L'appel à projets a pour objet de mettre à disposition à une tierce personne, via une convention d'occupation temporaire du domaine public non constitutive de droits réels, l'espace de restauration de la base de loisirs de Chandos.

Le preneur exploitera librement son activité, sur une période maximum de 4 mois de juin à septembre, et devra être apte à prendre en charge l'ensemble des coûts nécessaires au fonctionnement de l'équipement et à l'exploitation de son activité commerciale.

La commune de Montpon-Ménestérol portera une attention particulière aux projets qui proposeront une exploitation tenant compte du cadre environnemental et des activités et acteurs déjà présents sur le territoire de la commune.

Observations :

M. Chazeau : Peut-on avoir connaissance du bilan de l'été 2024 ?

Mme Goulard : Il y a eu la location sur la saison des 4 mois, mai et juin gratuit, 600 € par mois en juillet et août. Après on ne lui a pas demandé son chiffre d'affaires. Il est évident qu'il a été tributaire de la météo de juillet et du fait de la difficulté d'avoir du personnel qualifié saisonnier dans la restauration. Le site est très bien, Chandos en général mais c'est très dépendant de la météo et de l'offre. Si on loupe son démarrage, je pense qu'on loupe la saison. Il y a un vrai investissement à avoir pour celui qui tiendra l'espace de restauration.

Mme Bernard : Vous indiquez qu'une commission sera créée pour étudier les propositions ?

Mme Goulard : On va déjà attendre de voir ce que l'on a en réponses. On ne s'emballe pas.

Mme Bernard : Est-ce qu'il sera possible qu'un membre de l'opposition y soit ?

Mme Goulard : Pourquoi pas, on n'y a pas réfléchi encore.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Approuve le lancement de cet appel à projet ;
- Autorise Madame la Maire ou son représentant délégué à signer toutes les pièces nécessaires dans le cadre de ce dossier.

135- Convention de location d'une partie des parcelles communales cadastrées BL n°65 et 24 – Rue Ambroise Croizat

Rapporteur : Rozenn ROUILLER

Les membres du Conseil Municipal sont informés de la démarche de la société VALOCÎME, entreprise spécialisée dans la valorisation de patrimoine qui a notamment pour objet social la valorisation de patrimoine foncier ou immobilier.

La société VALOCÎME est intéressée pour prendre à bail l'emplacement de 60 m² environ sur ladite parcelle, objet de la convention conclue avec l'occupant actuel à l'expiration de cette dernière selon l'offre financière transmise.

Observations :

M.Herlemont : Est-ce qu'il y aura une incidence sur les usagers de Free ?

Mme Rouiller : Non.

M.Rousseau : C'est un bail commercial ?

Mme Rouiller : Non. C'est une convention de mise à disposition.

M.Rousseau : Ce n'est pas mieux un bail commercial ?

Mme Rouiller : Elle reste tout de même la proposition la plus intéressante, si une autre se présente, on étudiera bien entendu.

Mme Duhard : Et il y a une indemnité de réservation ?

Mme Rouiller : C'est ce qui est proposé et c'est certainement une convention type pour toutes les communes.

M. Chazeau : La signature du bail aura lieu en 2030, c'est réservé à une société sur le long terme ? Si la société n'existe plus ? bizarre cette réservation aussi longue...

Mme Rouiller : La convention existante ne devrait pas aller jusqu'en 2030 avec un désengagement de Free, il y a une politique très agressive dans la téléphonie. Free ou des filiales, préfèrent acheter du foncier et là on garantit le foncier sur la commune.

Mme Lagoubie : Avez-vous pris des renseignements auprès d'autres communes ? Fait des recherches sur cette société ?

Mme Rouiller : Le classique de recherches sur Vérif mais il n'a pas été fait appel à des avocats

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Accepte le principe de changement de locataire
- Décide de donner en location pour une durée de 12 ans à effet du 04/10/2030, tacitement reconductible, à la société VALOCÎME, les emplacements de 60 m² environ sur la parcelle cadastrée BL N°65 et 24
- Accepte le montant de l'indemnité de réservation de 1 200 € (200 € versés à la signature + 5 x 200 €/an)
- Accepte un loyer annuel de 6 500 € Net (comprenant toutes charges éventuelles y compris la TVA si le Contractant y est assujéti) avec une indexation fixe annuelle + 0,5%
- Autorise Madame la Maire ou son représentant délégué à signer la convention de location à intervenir avec VALOCÎME et tous documents se rapportant à cette affaire.

136- Renouveaulement de l'aide à l'acquisition de vélos à assistance électrique pour l'année 2025

Rapporteur : Rozenn ROUILLER

Il est proposé à l'assemblée de reconduire le principe d'une aide de la Commune aux particuliers désireux de faire l'acquisition d'un vélo électrique dans les mêmes termes que la délibération adoptée par le Conseil Municipal le 12 juillet 2021, à savoir une aide d'un montant de 300 € pour l'acquisition d'un vélo à assistance électrique auprès d'un commerçant de Montpon-Ménestérol.

Il est également proposé d'étendre cette aide aux dispositifs permettant de transformer un vélo en VAE auprès d'un commerçant de Montpon-Ménestérol également, pour le même montant soit 300 €. Compte tenu de la diversité des modèles de vélos et des dispositifs d'assistance électrique présents sur le marché, le certificat d'homologation sera exigé dans le dossier de demande d'aide.

Pour l'année 2025, 25 aides pourront être sollicitées. Celles-ci seront versées sur demande écrite adressée à Madame la Maire et présentation d'un justificatif d'achat de moins d'un mois, à des particuliers résidant à demeure sur la commune. En fonction de son succès, cette subvention est susceptible de représenter un effort pour le budget communal d'un montant total de 7 500.00 €.

Ce dispositif sera limité à une aide par foyer.

Les foyers ayant bénéficié de l'aide en 2021, 2022, 2023 et 2024 ne pourront y prétendre en 2025.

Observations :

M. Rousseau : Je suis pour mais je n'ai pas de retour sur les années précédentes, combien en ont bénéficié ? Est-ce qu'il y a un logo sur les vélos ?

Mme Rouiller : 2021, 6 participants ; 2022, 24 vélos ; 2023, 23 vélos et en 2024 à ce jour 17 vélos et 5 dossiers en cours.

Mme Bernard : Il y a peu de pistes cyclables mis à part sur l'avenue Malraux mais pas en ville, il faut développer les vélos mais il faut aussi des pistes. Il y a peu de parking à vélos en ville et notamment un mal placé qui se trouve devant la bibliothèque (fermé par les grilles) ? Est-ce qu'il y a possibilité de le déplacer ? et en mettre d'autres sur des endroits stratégiques ?

Mme Rouiller : Des nouveaux sont en cours d'installation, ce sont des racks à vélos.

Mme Le Bolloch : Quels sont les critères pour bénéficier de cette aide ?

Mme Rouiller : Il faut habiter Montpon et ne pas en avoir déjà bénéficié, et acheter le vélo à Montpon. Pour obtenir le versement il faut fournir une facture et un justificatif de domicile.

M. Rousseau : 70 vélos au total, tous les foyers résident encore à Montpon ? est-ce qu'ils sont partis ? Est-ce que les vélos sont revendus ?

Mme Rouiller : La CNIL ne permet pas ce type d'enquête.

M. Rousseau : Donc une fois financer, je peux le revendre sur le Bon coin.

Mme Rouiller : Malheureusement c'est possible.

M. Rousseau : Est-ce qu'on ne pourrait pas faire une convention, avec un remboursement dégressif en fonction des années ?

Mme Rouiller : La mairie n'a pas vocation à surveiller / contrôler les gens. L'objectif c'est d'être aidant.

M. Haerrig : Force est de constater qu'on ne voit pas beaucoup de vélos dans Montpon, on a parlé de clientélisme pour les arbres, pour les vélos ça peut l'être aussi ! Il y a des opérations commerciales qui permettent de financer les vélos.

Mme Bernard : C'est un certain cout 300 euros, c'est bien mais ça ne touche pas la tranche de population qui pourrait en avoir besoin pour aller travailler ; Est-ce qu'une aide pour un vélo classique sous conditions serait envisageable ?

Mme Rouiller : Pourquoi pas mais peut-être plutôt au niveau du CCAS ?

Mme Auxerre : Cette démarche a été testé par le CCAS qui avait offert 2 vélos offerts à l'AI des 2 vallées pour aider les demandeurs d'emploi.

Mme Bernard : Et le même procédé pour les particuliers ? sous critères de ressources ? et que cela leur appartienne ensuite.

Mme Rouiller : Il faut l'étudier au niveau du CCAS alors pourquoi pas. On le mettra en discussion au CCAS.

Mme Duhard : Je rejoins, car des personnes n'ont pas les moyens de s'offrir un vélo non électrique.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par :

23 voix pour : Mmes Rozenn ROUILLER, Séverine GOULARD MASSE, M. Jean-Paul LOTTERIE, Mme Geneviève AUXERRE, M. Jean-Pierre DEYSSARD, Mme Josette CABROL (procuration à Mme Geneviève AUXERRE), M. Anthony WILLIAMS, Mme Monique VERT, MM. Georges HERLEMONT, Alain MICOINE, Mme Fatima BOUTERFAS (procuration à Mme Rozenn ROUILLER), MM. Laurent MARZAT, Jean-Paul BOURDIE, Mme Séverine MAILLARD (procuration à M. Anthony WILLIAMS), M. Vincent LECONTE (procuration à M. Jean-Paul LOTTERIE), Jean-Jacques MOZE, Mme Lydie TRIMOULET, M. Laurent SCHOTT, Mme Laurence LAGOUBIE, M. Bastien LEDOUX (procuration à Mme Céline BERNARD), Mme Céline BERNARD, M. Fabrice GUIGNE, Mme Sandra LE BOLLOCH ;

6 abstentions : M. Gérard HAERRIG, Mme Nathalie JAVERZAC-MARIGHETTO, M. Jean-Luc ROUSSEAU, Mme Josiane DUHARD, M. Thierry CHAZEAU, Mme Isabelle COLEY ;

- Valide le principe de cette aide en faveur des acquéreurs de vélos à assistance électrique et aux dispositifs permettant de transformer un vélo en VAE ;
- Autorise Madame la Maire à inscrire les montants correspondants au budget Principal 2025 ;
- Autorise Madame la Maire à signer tout document se rapportant à cette question.

137- Acquisition d'un terrain – Parcelle cadastrée section AT n° 0072

Rapporteur : Anthony WILLIAMS

Il est expliqué à l'assemblée que dans le cadre de la régularisation de l'emprise du chemin rural Edouard le Corbusier, il convient pour la commune d'acquérir la parcelle n° 0072, section AT. En effet, aujourd'hui cette parcelle appartient à Mme Françoise VILLECHANOUX et se situe sous l'emprise du chemin rural.

Il est proposé au Conseil Municipal, après échanges avec la propriétaire, d'acquérir le terrain pour la somme de 1 € TTC.

L'avis des Domaines n'est pas sollicité, le montant d'acquisition étant inférieur à 180 000 €.

Les frais de notaire seront à la charge de la commune.

Observations :

Mme Bernard : L'entretien incombera à la commune ?

M. Williams : Oui.

Mme Bernard : Elle l'entretient aujourd'hui ?

Mme Rouiller : Oui c'était une mise à jour de curiosité de cadastre.

Mme Lagoubie : Est-ce qu'il y a une clôture ?

M. Williams : Non juste le chemin.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Accepte les modalités de l'acquisition du terrain de Madame Françoise VILLECHANOUX ;

- Autorise Madame la Maire ou son représentant délégué à signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

138- Actualisation du règlement d'utilisation des panneaux lumineux

Rapporteur : Séverine GOULARD MASSE

Suite à la pose du nouveau panneau lumineux d'information en centre-ville, il convient d'actualiser le règlement d'utilisation des panneaux lumineux.

Observations :

M.Chazeau : Quel est le coût de ce nouveau panneau magnifique ?

Mme Goulard : 24 000 €

M.Chazeau : Et la communication pour les associations reste gratuite ?

Mme Goulard : Oui.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Se prononce favorablement sur la nouvelle version du règlement d'utilisation des panneaux lumineux de la ville,
- Autorise Madame la Maire ou son représentant délégué à faire les démarches nécessaires et à signer tout document relatif à cette question.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19h43.

La Secrétaire de séance,



Geneviève AUXERRE

La Maire,



Rozenn ROUILLER